

BORDEAUX/QUÉBEC

Les maires ensemble dans la lutte contre le dérèglement climatique

Adapter les règles du label Unesco au réchauffement climatique, c'est le combat mené par Bruno Marchand, le maire de Québec de passage à Bordeaux, et Pierre Hurmic. Entretien

Recueilli par Xavier Sota
x.sota@sudouest.fr

Pierre Hurmic, le Bordelais, Bruno Marchand, le Québécois, ont plusieurs points communs. Ils succèdent à deux maires qui ont marqué leurs villes de leur empreinte. Alain Juppé, 25 ans de règne à Bordeaux, 14 ans pour Régis Labeaume à Québec.

L'un comme l'autre ont été les vainqueurs surprises des élections et ont fait basculer des majorités que l'on pensait indéboulinables.

Les deux villes ont fêté le 60^e anniversaire de leur jumelage et se retrouvent sur la lutte contre le dérèglement climatique. Ils portent conjointement un même dossier : l'évolution des règles d'attribution du label Unesco, dont bénéficient les deux villes, au regard du réchauffement climatique. Entretien.



Pierre Hurmic, maire de Bordeaux et Bruno Marchand, maire de Québec. THIERRY DAVID/ « SUD OUEST »

Est-ce qu'au fond, ce qui vous rapproche, c'est d'avoir été les surprises de vos élections municipales respectives ?

Bruno Marchand. C'est à la fois anecdotique et très parlant dans nos parcours. Le fait d'avoir été des surprises, on le partage, ce qui compte c'est ce qui vient après : croire en la politique autrement, amener le changement avec les citoyens.

Pierre Hurmic. Nous croyons l'un et l'autre à la beauté de nos rêves, c'est du Baudelaire. En politique, il faut y croire. Cela nous réunit. Peut-être que ce n'est pas juste du hasard, que le climat le réclamait, plus que les équipes en place. Il n'y a pas de hasard dans la vie, il n'y a que des rendez-vous. C'est un rendez-vous qui s'imposait après des années où de grands maires ont apposé leur marque sur la ville.

Justement, vous êtes-vous livré à un droit d'inventaire ?

B. M. Aucunement. Il y a un défaut en politique, c'est de vouloir absolument imprimer sa marque, plutôt que de travailler au bien commun. Je succède à un maire très fort qui a marqué la scène politique et a fait beaucoup de bonnes choses pour

Québec. Faut-il refaire la même chose ? Non, autre temps, autres mœurs, autre contexte et des impératifs et des défis différents, ça suppose d'autres politiques. La perspective, c'est faire ce qu'il faut au moment où il le faut.

« Chez nous, ce sont des pluies diluviennes, des inondations, des épisodes de gel, de verglas, qui se multiplient »

P. H. Nos élections sont à la fois une rupture et une continuité. À Québec, comme à Bordeaux, c'est une nouvelle offre politique, donc une rupture. Après, une aventure politique a toujours une continuité. Un maire s'inscrit dans une tradition. Ce n'est pas la table rase ou la politique de la terre brûlée.

La politique est faite d'injonctions contradictoires. Incarner la rupture et une continuité républicaine.

Sous des latitudes différentes, la question du dérèglement climatique s'impose-t-elle comme une urgence ?

B. M. Ce ne sont pas les mêmes symptômes. Nous, ce sont des pluies diluviennes, des inondations, des épisodes de gel, de verglas, qui se multiplient et vont se multiplier. Avec des impacts sur la faune, des populations d'animaux qui se déplacent, nous voyons des dindons sauvages dans les rues de Québec ! Nous sommes à la recherche de solutions, il y a ceux qui sont dans le déni, ceux qui sont dans l'angoisse roulés en boule. D'autres cherchent une troisième voie. Nous sommes de ceux-là. Seul on ne peut rien, on ne doit pas rester les bras croisés mais se mettre en mouvement : créer, réduire les gaz à effets de serre, développer de nouvelles pratiques, une nouvelle économie, de nouvelles technologies, c'est la seule voie possible.

P. H. Plusieurs jours à plus de 41 degrés à Bordeaux, les incendies, on vit des phénomènes climatiques extrêmes. On nous a longtemps reproché de jouer les Cassandre sur le réchauffement climatique, mais il s'impose à

BORDEAUX FÊTE LE VIN À QUÉBEC

C'est devenu une tradition héritée du tandem Juppé/Labeaume : Bordeaux fête le vin s'exportait depuis 2012 sur les rives du Saint-Laurent. Le principe est le même : une route des vins, des viticulteurs et négociants bordelais pour faire découvrir les nuances de Bordeaux sur un marché historiquement captif pour les vins girondins. Depuis l'élection de Bruno Marchand, la manifestation a été mise sur pause. La fête du vin reviendra-t-elle ? A priori pas sous la même

nous. Cela exige deux choses : réparer la ville, l'adapter au quotidien. On le fait via la végétalisation. Qui dit ville minérale dit îlots de chaleur. Et nous devons inventer la ville de demain, une ville décarbonée.

Québec et Bordeaux sont classés au patrimoine Unesco. Vous êtes président et vice-président des villes Unesco. Or, les règles qui régissent le label sont gravées dans le marbre. Y a-t-il urgence à les faire évoluer au regard des contraintes climatiques ?

B. M. Le dialogue est ouvert pour faire évoluer les règles. Com-

forme. « On a besoin d'un prétexte pour réunir nos deux villes ? Est-ce que c'est Bordeaux fête le vin ? Une formule améliorée pour fêter nos agricultures, nos produits locaux ? interroge le maire de Québec. On n'a pas encore trouvé la suite. On rêve tous les deux (avec Pierre Hurmic, NDLR) d'un événement qui nous rassemble. Évidemment, les vins de Bordeaux seront mis à contribution. Je tiens aussi au caractère économique, la forme reste à voir. Mais s'en priver serait pécher ».

ment ne pas verdir ces espaces minéralisés, quand on cherche à lutter contre les îlots de chaleur ? Il y a la question de l'Unesco comme celle de nos pratiques, nous allons devoir travailler différemment.

P. H. L'Unesco doit évoluer, nous sommes redevables d'un double engagement : préserver la valeur universelle de notre patrimoine mais aussi adapter la ville au défi climatique. Par la discussion, en faisant bloc avec les villes, l'Unesco est en train d'évoluer. Il s'agit de parvenir à des accommodements raisonnables.